



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 68.098/4
du 22 octobre 2020

advies 68.098/4
van 22 oktober 2020

sur

over

un avant-projet de loi
'modifiant le Code belge de la
Navigation'

een voorontwerp van wet 'tot
wijziging van het Belgisch
Scheepvaartwetboek'

Le 28 septembre 2020, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Ministre de l'Agenda numérique, des Télécommunications et de la Poste, chargé de la Simplification administrative, de la Lutte contre la fraude sociale, de la Protection de la vie privée et de la Mer du Nord à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un avant-projet de loi 'modifiant le Code belge de la Navigation'.

L'avant-projet a été examiné par la quatrième chambre le 22 octobre 2020. La chambre était composée de Martine BAGUET, président de chambre, Luc CAMBIER et Bernard BLERO, conseillers d'État, Sébastien VAN DROOGHENBROECK et Jacques ENGLEBERT, assesseurs, et Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, greffier.

Le rapport a été présenté par Yves CHAUFFOUREAUX, premier auditeur et Aurore PERCY, auditeur adjoint.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Martine BAGUET.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 22 octobre 2020.

*

Op 28 september 2020 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van Digitale Agenda, Telecommunicatie en Post, belast met Administratieve Vereenvoudiging, Bestrijding van de sociale fraude, Privacy en Noordzee verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een voorontwerp van wet 'tot wijziging van het Belgisch Scheepvaartwetboek'.

Het voorontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 22 oktober 2020. De kamer was samengesteld uit Martine BAGUET, kamervoorzitter, Luc CAMBIER en Bernard BLERO, staatsraden, Sébastien VAN DROOGHENBROECK en Jacques ENGLEBERT, assessoren, en Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Yves CHAUFFOUREAUX, eerste auditeur en Aurore PERCY, adjunct-auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Martine BAGUET.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 22 oktober 2020.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique de l'avant-projet[‡], à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, l'avant-projet appelle les observations suivantes.

FORMALITÉS PRÉALABLES

L'article 36, paragraphe 4, du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 'relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données)', combiné avec l'article 57, paragraphe 1, c), et le considérant 96 de ce règlement, imposent de consulter l'autorité de contrôle, en l'occurrence l'Autorité de protection des données visée dans la loi du 3 décembre 2017 'portant création de l'Autorité de protection des données', dans le cadre de l'élaboration d'une proposition de mesure législative devant être adoptée par un parlement national, ou d'une mesure réglementaire fondée sur une telle mesure législative, qui se rapporte au traitement.

L'avant-projet de loi à l'examen comporte des dispositions qui règlent le traitement des données à caractère personnel. Ainsi, l'avant-projet prévoit notamment la création de registres particuliers pour certains navires de mer (article 9 de l'avant-projet), la mise en place d'un procès-verbal électronique (article 133 de l'avant-projet), et la création d'un registre des navires de plaisance (article 137 de l'avant-projet, insérant l'article 5.2.1.5 du Code belge de la Navigation (ci-après dénommé « le Code »)).

Interrogé à ce sujet, le Délégué du Ministre indique que :

« Het voorontwerp werd niet voorgelegd aan de Gegevensbeschermingsautoriteit. Echter werd wel rekening gehouden met de opmerkingen in het advies 122-2019 over het koninklijk besluit van 28 juni 2019 betreffende de pleziervaart waarbij de aanbevelingen werd gegeven om sommige zaken, zoals het doel van de verwerking uit het KB op te nemen in de wet. In het toekomstige artikel 5.2.1.2 (pagina 22 van het wetsontwerp) werd toegevoegd dat het doel van de inschrijving van pleziervaartuigen nodig is voor de identificatie van de eigenaar en de handhaving ».

Les traitements de données modifiés ou instaurés par l'avant-projet n'ont pas été examinés par l'Autorité de protection des données dans son avis n° 122/2019 du 28 juin 2019, de sorte que l'auteur de l'avant-projet devait recueillir l'avis de cette Autorité.

[‡] S'agissant d'un avant-projet de loi, on entend par « fondement juridique » la conformité aux normes supérieures.

Il sera veillé à l'accomplissement de cette formalité. Si son accomplissement devait donner lieu à des modifications du texte, les dispositions modifiées ou ajoutées devraient être soumises à la section de législation, conformément à l'article 3, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, des lois coordonnées 'sur le Conseil d'État'.

EXAMEN DE L'AVANT-PROJET

ARRÊTÉ DE PRÉSENTATION

Dans l'arrêté de présentation, les deux versions linguistiques de l'alinéa mentionnant les ministres proposant seront inversées.

DISPOSITIF

Article 2

1. Au 1^o, les mots « paragraphe 1^{er} » doivent être remplacés par les mots « paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er} », et les termes « 3.7.1.4, § 3 » doivent être remplacés par les termes « 3.7.1.4, § 2 », l'article 3.7.1.4 du Code ne comportant pas de paragraphe 3.
2. La même observation vaut, *mutatis mutandis*, pour le 2^o.
3. Au 3^o, dans la phrase introductive, les mots « l'article » seront remplacés par les mots « le paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er} ».

Article 3

1. Les dispositions insérées par l'article 3 doivent être respectivement renumérotées 24^o et 25^o, l'article 4 de la loi du 16 juin 2020 'relative au transport de membres du personnel industriel à bord de navires' insérant déjà un 23^o dans l'article 1.1.1.3, § 1^{er}, du Code, l'article 4 de la loi du 16 juin 2020 insérant déjà un 23^o dans l'article 1.1.1.3, § 1^{er}, du Code.
2. Dans l'avis n^o 63.286/4 donné le 30 avril 2018 sur un avant-projet devenu la loi du 5 juillet 2018 'relative à la navigation de plaisance', la section de législation a formulé l'observation suivante :

« Dans la définition des termes 'entreprise de location' figurant au 8^o, il serait préférable de ne pas se référer à la notion de 'statuts', laquelle [...] risque [...] de poser des problèmes d'interprétation lorsque la location de 'bateaux' de plaisance est englobée dans un objet social plus large » ¹.

Cette observation vaut également pour l'article 3.

¹ <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/63286.pdf>.

Article 11

Dans la version française, l'article 11 est erronément numéroté « Art. 12. ».

La numérotation sera corrigée.

Une observation similaire vaut, dans la version française, pour l'article 130 (deuxième occurrence devenant 131) et 148 (devenant 147).

Article 13

La modification opérée par l'article 13 ne concernant que la version néerlandaise du Code, le mot « titre » doit y être remplacé par le mot « titel ».

Article 18

Dans le membre de phrase introductif, le terme « 2° » doit être omis.

Articles 23 et 24

Pour assurer la cohérence entre l'article 2.3.1.8, § 6, du Code, tel que modifié par l'article 23 de l'avant-projet et le dispositif du paragraphe 4 que l'article 24 de l'avant-projet remplace dans l'article 2.3.1.9 du Code, et partant garantir une meilleure lisibilité des modifications que l'article 23 apporte, les mots « et les limitations contractuelles » seront complétés par les mots « de la compétence ».

Article 25

À l'article 25, le terme « 11° » doit être omis, la disposition modifiée correspondant à l'alinéa 2 de l'article 2.3.1.19 du Code.

Article 26

1. Au 1°, il y a lieu de préciser que la modification est apportée dans la phrase introductive de l'article 2.3.1.22, § 1^{er}, du Code.

Une observation similaire vaut pour la suite de l'avant-projet et, par exemple, pour l'article 36, 2° dont la première modification concernant l'article 2.3.2.14, § 4, du Code, ne concerne pas l'alinéa 1^{er}, comme tel mais la phrase introductive de l'alinéa 1^{er}.

2. Le 3° tend à modifier l'article 2.3.1.22, § 1^{er}, 2°, du Code, pour y remplacer la référence faite à des obligations par les mots « des connaissances qui sont émis ».

L'attention de l'auteur de l'avant-projet doit être attirée sur le fait qu'à l'article 2.3.1.22, § 1^{er}, 2^o, b) et c), du Code, il est cependant fait référence à « l'obligation concernée ».

Il lui revient par conséquent d'assurer la cohérence de la modification proposée avec les dispositions précitées.

Article 27

L'article 27 tend à remplacer, dans l'article 2.3.2.2, 1^o, du Code, le mot « navire » par les mots « navire de mer ».

Cette modification ne peut toutefois pas être opérée d'une façon identique dans les deux versions linguistiques de la disposition modifiée.

Le mot « navire » apparaît à trois reprises dans la version française de l'article 2.3.2.2, 1^o, du Code, alors que le mot « schip » ne possède qu'une seule occurrence dans la version néerlandaise de la même disposition, les mots « propriétaire de navire » ou « navire de mer » y correspondant en effet aux mots « scheepseigenaar » et « zeeschip ».

La disposition sera, par conséquent réécrite afin d'identifier avec précision les occurrences du mot « navire » qui doivent y être remplacées dans chacune des versions linguistiques de la disposition en projet.

Cette observation vaut également pour la suite de l'avant-projet ².

Article 28

Au lieu de prévoir qu'un membre de phrase est remplacé par un autre membre de phrase – en l'occurrence, selon le 1^o, le mot « navires » est remplacé deux fois par les mots « navires de mer » dans les paragraphes 1^{er} et 2 de l'article 2.3.2.4 du Code – il convient, lorsque la modification concerne certaines subdivisions de la disposition modifiée (paragraphes ou alinéas), d'identifier avec précision la ou les subdivisions où le membre de phrase à remplacer figure, le cas échéant en recourant à l'expression « est remplacé chaque fois » si le mot à remplacer apparaît plusieurs fois dans une même subdivision dans laquelle il doit être systématiquement remplacé, et ce en tenant compte, si nécessaire, des particularités propres aux versions linguistiques française et néerlandaise du texte à modifier.

² Voir notamment les articles 28, 30, 31, 35, 38, 53, 54, 55, 56, et 101.

Cette observation vaut pour la suite de l'avant-projet ³.

Article 38

Au 2°, il convient d'omettre les mots « dans l'alinéa 1^{er} », l'article 2.3.2.16 du Code ne comportant qu'un seul alinéa.

Article 39

1. Dans la version française, il convient de fermer les guillemets à la fin du texte en projet.

Cette observation vaut également pour la suite de l'avant-projet ⁴.

Article 41

Au 3°, les mots « paragraphe 2, 2° » doivent être remplacés par les mots « paragraphe 2, alinéa 1^{er}, 2° ».

Article 47

Il convient d'omettre les mots « dans l'alinéa 1^{er} », l'article 2.3.2.27 du Code ne comportant qu'un seul alinéa.

Article 50

Les mots « paragraphe 1^{er}, 1° et 2° » doivent être remplacés par les mots « paragraphe 1^{er}, alinéa 2, 1° et 2° ».

Article 51

Il convient d'écrire que « [...] le mot 'navires' est chaque fois remplacé par les mots 'navires de mer' ».

Article 68

Il convient de préciser que l'alinéa nouveau est inséré dans le paragraphe 3 de l'article 2.5.2.4 du Code.

³ Voir les articles 30, 31, 35, 38, 41, 42, 44, 45, 47, 49, 50, 53, 54, 56, 70, 73, 74, 88, 92, 93, 94, 99, 100, 101, 102, 105, 121, 122 et 124.

⁴ Cette observation vaut notamment pour les articles 48, 61, et 75.

Article 75

Les mots « en question » ne sont pas heureux et sont par ailleurs inutiles. Ils seront omis.

Article 77

L'article 77 tend à ajouter, dans l'article 2.5.3.10, § 2, du Code, une référence à l'article 2.5.3.12, cette dernière disposition y étant insérée par l'article 78 de l'avant-projet.

Il convient également de compléter l'article 2.5.3.10, § 2, du Code, qui ne concerne dans sa version actuelle que l'absence à bord d'un plan d'urgence pour la pollution par les hydrocarbures, par la mention du (nouveau) plan d'urgence de bord contre la pollution des mers par les substances liquides nocives, dont l'exigence est introduite par l'article 2.5.3.12, en projet.

Article 85

Le 1^o modifie l'article 2.6.2.25, § 1^{er}, du Code.

Le commentaire de l'article énonce à cet égard :

« Le paragraphe 1^{er} de l'article 2.6.2.25 n'est pas conforme aux règles de Rotterdam. Il est impossible de collecter tous les documents de transport et ce paragraphe est donc abrogé ».

Le 1^o sera, le cas échéant, revu pour être conforme à l'intention de l'auteur de l'avant-projet.

Article 95

1. Au 1^o, les mots « paragraphe 1^{er}, a) » seront remplacés par les mots « paragraphe 1^{er}, alinéa 2, a) ».

2. Au 2^o, les mots « paragraphe 1^{er}, b) » seront remplacés par les mots « paragraphe 1^{er}, alinéa 2, b) ».

Article 97

1. Les mots « article 2.7.3.17, 2^o » seront remplacés par les mots « article 2.7.3.17, alinéa 1^{er}, 2^o ».

2. Dans la version française, les guillemets qui se trouvent entre le mot « est » et le mot « remplacé » seront omis.

Article 100

Les mots « paragraphe 1^{er}, 1^o » seront remplacés par les mots « paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o ».

Article 106

L'auteur de l'avant-projet vérifiera le bienfondé des modifications que les 1^o et 2^o, visent à apporter à l'article 2.7.7.2, 3^o et 11^o, du Code.

Il y a lieu, en effet, de constater :

– que la définition des mots « transbordeur roulier » figurant dans le texte actuel de l'article 2.7.7.2, 3^o, du Code, est conforme à l'article 2, 1), de la directive (UE) 2017/2110 du Parlement européen et du Conseil du 15 novembre 2017 'relative à un système d'inspections pour l'exploitation en toute sécurité de services réguliers de navires rouliers à passagers et d'engins à passagers à grande vitesse, modifiant la directive 2009/16/CE et abrogeant la directive 1999/35/CE du Conseil' ;

– que la définition des mots « blessures graves » figurant dans le texte actuel de l'article 2.7.7.2, 11^o, du Code, est conforme à la définition figurant à l'article 4.8 du Code de l'OMI pour la conduite des enquêtes sur les accidents et les incidents de mer (annexe de la résolution O.M.I. A.849(20)), auquel renvoie l'article 3 de la directive 2009/18/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 avril 2009 'établissant les principes fondamentaux régissant les enquêtes sur les accidents dans le secteur des transports maritimes et modifiant la directive 1999/35/CE du Conseil et la directive 2002/59/CE du Parlement européen et du Conseil'.

Article 107

Il semble que la modification concerne l'alinéa 1^{er} et non 2, de l'article 2.7.7.5 du Code.

Article 108

Il convient de préciser que la modification de la version néerlandaise concerne le paragraphe 4 de l'article 2.7.7.9 du Code.

Article 118

Au 2^o, les mots « paragraphe 2, 1^o » seront remplacés par les mots « paragraphe 2, alinéa 1^{er}, 1^o ».

Article 119

Dans le membre de phrase liminaire, le terme « § 3 » sera omis.

Article 124

1. Au 2°, les mots « paragraphe 1^{er}, 1° et 2° » seront remplacés par les mots « paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1° et 2° ».

Article 127

L'article 127 sera complété, afin d'y abroger la phrase « Cependant, aucune sanction d'emprisonnement ou de peine de prison n'est infligée. », dans l'article 4.1.2.57 du Code.

Article 128

1. À l'article 4.1.2.64, § 6, en projet, du Code, la référence faite, dans la seconde phrase, à l'article 5.2.2.2, 2°, sera remplacée par une référence à l'article 5.5.2.2, 2°.
2. À l'article 4.1.2.64, § 8, en projet, du Code, les mots « visés aux paragraphes 1 à 8 » seront remplacés par les mots « visés aux paragraphes 1^{er} à 7 ».

Article 129

L'alinéa nouveau que l'article 129 vise à insérer dans l'article 4.2.1.9 du Code, sera inséré dans le paragraphe 1^{er} de cet article.

Articles 130 et 136

L'article 130 vise à compléter l'article 4.2.1.23 du Code par un alinéa visant à rendre « [l]'article 11 de la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire applicable à un procès-verbal constatant une infraction pour laquelle seule une amende administrative peut être infligée ». L'article 136 insère une disposition analogue dans l'article 4.2.2.4 du Code.

Selon le commentaire de l'article 130,

« On crée ainsi l'uniformité entre les différentes procédures en vue d'assurer une bonne administration de la justice ».

Le commentaire des articles 130 et 136 gagnerait à indiquer de manière plus explicite les raisons pour lesquelles le régime applicable indépendamment de la modification à l'examen est inadéquat et quelles conséquences concrètes s'attachent au fait de rendre l'article 11 de la loi du 15 juin 1935 'concernant l'emploi des langues en matière judiciaire' applicable aux procès-verbaux qui constatent une infraction uniquement susceptible d'être sanctionnée par une amende administrative.

Article 130 (dans la version française, seconde occurrence, devenant 131)

Sur le plan de la cohérence, l'alinéa qui complète l'article 4.2.1.25 du Code s'articule mal avec les deux alinéas existants, et ce par le fait d'une terminologie variant d'un alinéa à l'autre alors que l'intention de l'auteur semble être de recourir au même concept.

Le nouvel alinéa gagnerait à être réécrit.

Article 133

Les définitions des notions énumérées à l'article 4.2.1.26/1, 1° à 4°, en projet, du Code, s'inspirent de celles figurant à l'article 2, 1° à 4°, de la loi du 17 mars 2019 'portant l'introduction du procès-verbal électronique pour les services d'inspection du Service public fédéral Économie, P.M.E., Classes moyennes et Énergie et modifiant le Code pénal social'.

Dans la disposition en projet, les définitions de l'e-Pv (3°) et de la banque de données e-PV (4°) seront toutefois revues afin de ne plus y référer à l'article 3 de la loi du 17 mars 2019.

Article 135

Les mots « article 4.2.1.38, 6° » seront remplacés par les mots « article 4.2.1.38, alinéa 1^{er}, 6° ».

Article 136

Au 2°, il sera précisé que la modification concerne l'alinéa 2 de l'article 4.2.2.4 du Code.

Article 137

1. À l'article 5.1.1.2, § 2, alinéa 2, en projet, du Code, il y a lieu de remplacer les mots « la présente loi » par les mots « le présent livre », l'observation valant également pour l'article 5.2.2.1, § 2, alinéa 1^{er}, et § 3, et l'article 5.2.2.5 en projet, du Code.

2. Dans l'avis n° 63.286/4, la section de législation a observé, à propos de l'article 7, devenu l'article 7 de la loi, que :

« Les habilitations au Roi prévues aux 4°, 5° et 9° et relatives aux conditions qui doivent être respectées pour qu'un 'bateau' de plaisance puisse être enregistré, au statut administratif des 'bateaux' de plaisance, et aux conditions auxquelles un enregistrement peut être radié d'office, sont imprécises et gagneraient à être mieux délimitées par le législateur ».

L'article 5.2.1.4, 4°, 5° et 9°, en projet, du Code, reproduit, dans les mêmes termes, les 4°, 5° et 9°, de l'article 7 de l'avant-projet de loi 'relatif à la navigation de plaisance', de sorte que cette observation lui est également applicable *mutatis mutandis*.

3. L'article 5.2.2.3, en projet, du Code, reproduit l'article 10 de la loi du 5 juillet 2018.

Dans l'article 5.2.2.3, 3°, en projet, compte tenu de la différence de structure existant entre la loi du 5 juillet 2018 et le nouveau livre 5 du Code, les mots « du présent chapitre » doivent être remplacés par les mots « de la présente section ».

Cette observation vaut également pour l'article 5.2.2.6, 1°, en projet, du Code.

4. À l'article 5.2.4.1, en projet, du Code, dans la version française, le mot « utilisés » doit être inséré entre les mots « navires de plaisance » et les mots « à des fins professionnelles ».

5. À l'article 5.3.1.1, alinéa 2, en projet, du Code, la référence à l'article 2.3.1.11, § 4, doit être remplacée par une référence à l'article 2.3.1.12, § 4 du Code.

L'occasion de la présente modification pourrait être mise à profit pour remplacer, dans l'article 3.3.1.1, alinéa 2, du Code, la référence à « l'article 2.3.1.11, § 4, » par une référence à « l'article 2.3.1.12, § 4 ».

Article 138

Dans le membre de phrase liminaire, il convient de mentionner les modifications déjà subies par l'article 2, 1°, de la loi du 25 décembre 2016 'instituant des amendes administratives applicables en cas d'infractions aux lois sur la navigation'.

Par ailleurs, afin de respecter l'ordre chronologique des législations mentionnées à l'article 2, 1°, de la loi du 25 décembre 2016, il convient de prévoir que dans cette disposition « est inséré un nouveau premier tiret rédigé comme suit : [...] ».

Article 140

L'article 140 tend à remplacer, dans la loi du 25 décembre 2016, « l'article 14/3, inséré par la loi du XXX ».

Le commentaire de l'article précise à cet égard :

« L'article 14/3 de la loi du 25 décembre 2016 instituant des amendes administratives applicables en cas d'infractions aux lois sur la navigation est adapté car plusieurs lois pour lesquelles une transaction est possible sont désormais intégrées dans le CBN et la référence doit donc être adaptée ».

Cet article 14/3 que l'article 140 de l'avant-projet projet vise à remplacer, n'a cependant pas encore été adopté par le législateur. Son insertion, ainsi que celle de nouveaux articles 14/1, 14/2, 14/4 et 14/5, est prévue par l'article 28 d'une proposition de loi 'modifiant diverses lois sur la navigation en vue d'optimiser la politique de respect des dispositions légales dans le domaine de la navigation', qui est actuellement discutée devant la Commission Mobilité, Entreprises publiques et Institutions fédérales de la Chambre ⁵.

L'article 140 de l'avant-projet est, par conséquent, prématuré.

Article 141

Dans la version française, il a lieu de corriger la dénomination du « Protection and Indemnity Club ».

Article 146

L'article 5^{ter} en projet doit être complété afin de mentionner la disposition légale en vertu de laquelle l'analyse de risque et son évaluation sont prévues.

*

⁵ *Doc. parl.*, Chambre, 2019-2020, n° 55-743/1.

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het voorontwerp,[‡] de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het voorontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

VOORAFGAANDE VORMVEREISTEN

Artikel 36, lid 4, van verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 ‘betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG (algemene verordening gegevensbescherming)’, gelezen in samenhang met artikel 57, lid 1, c), en overweging 96 van die verordening, voorziet in een verplichting om de toezichthoudende autoriteit, in dit geval de Gegevensbeschermingsautoriteit bedoeld in de wet van 3 december 2017 ‘tot oprichting van de Gegevensbeschermingsautoriteit’, te raadplegen bij het opstellen van een voorstel voor een door een nationaal parlement vast te stellen wetgevingsmaatregel, of een daarop gebaseerde regelgevingsmaatregel in verband met verwerking.

Het voorliggende voorontwerp van wet bevat bepalingen die de verwerking van persoonsgegevens regelen. Zo wordt bij het voorontwerp onder meer voorzien in het aanleggen van bijzondere registers voor bepaalde zeeschepen (artikel 9 van het voorontwerp), het invoeren van een elektronisch proces-verbaal (artikel 133 van het voorontwerp) en het aanleggen van een register van pleziervaartuigen (artikel 137 van het voorontwerp, waarbij artikel 5.2.1.5 van het Belgisch Scheepvaartwetboek (hierna: “het Wetboek”) ingevoegd wordt).

Op een vraag in dat verband heeft de gemachtigde van de minister het volgende geantwoord:

“Het voorontwerp werd niet voorgelegd aan de Gegevensbeschermingsautoriteit. Echter werd wel rekening gehouden met de opmerkingen in het advies 122-2019 over het koninklijk besluit van 28 juni 2019 betreffende de pleziervaart waarbij de aanbevelingen werd gegeven om sommige zaken, zoals het doel van de verwerking uit het KB op te nemen in de wet. In het toekomstige artikel 5.2.1.2 (pagina 22 van het wetsontwerp) werd toegevoegd dat het doel van de inschrijving van pleziervaartuigen nodig is voor de identificatie van de eigenaar en de handhaving.”

De Gegevensbeschermingsautoriteit heeft in haar advies 122/2019 van 28 juni 2019 de vormen van gegevensverwerking die bij het voorontwerp gewijzigd of ingevoerd worden, niet onderzocht, zodat de steller van het voorontwerp het advies van die autoriteit had moeten inwinnen.

[‡] Aangezien het om een voorontwerp van wet gaat, wordt onder “rechtsgrond” de overeenstemming met de hogere rechtsnormen verstaan.

Er moet op toegezien worden dat dit vormvereiste vervuld wordt. Indien de tekst ten gevolge van het vervullen van dat vormvereiste wijzigingen zou ondergaan, moeten de gewijzigde of toegevoegde bepalingen, overeenkomstig artikel 3, § 1, eerste lid, van de gecoördineerde wetten ‘op de Raad van State’, aan de afdeling Wetgeving worden voorgelegd.

ONDERZOEK VAN HET VOORONTWERP

INDIENINGSBESLUIT

In het indieningsbesluit moeten de Franse en de Nederlandse tekst van het lid waarin de voordragende ministers vermeld worden, onderling van plaats verwisseld worden.

DISPOSITIEF

Artikel 2

1. In punt 1° moeten de woorden “paragraaf 1” vervangen worden door de woorden “paragraaf 1, eerste lid”, en moet de verwijzing naar “3.7.1.4, § 3” vervangen worden door een verwijzing naar “3.7.1.4, § 2”, aangezien artikel 3.7.1.4 van het Wetboek geen paragraaf 3 bevat.
2. Dezelfde opmerking geldt, *mutatis mutandis*, voor punt 2°.
3. In de inleidende zin van punt 3° moeten de woorden “het artikel” vervangen worden door de woorden “paragraaf 1, eerste lid”.

Artikel 3

1. De bepalingen die ingevoegd worden bij artikel 3, moeten respectievelijk vernummerd worden als 24° en 25°, aangezien bij artikel 4 van de wet van 16 juni 2020 ‘betreffende het vervoer van industrieel personeel aan boord van vaartuigen’ al een punt 23° ingevoegd is in artikel 1.1.1.3, § 1, van het Wetboek.
2. In advies 63.286/4, gegeven op 30 april 2018 over een voorontwerp dat geleid heeft tot de wet van 5 juli 2018 ‘betreffende de pleziervaart’ heeft de afdeling Wetgeving de volgende opmerking geformuleerd:

“In de definitie van de term “verhuurbedrijf”, in artikel 2, 8°, zou het beter zijn om niet te verwijzen naar het begrip “statuten”, dat (...) interpretatieproblemen dreigt te doen rijzen wanneer de verhuring van pleziervaartuigen vevat is in een ruimer doel.”¹

Die opmerking kan eveneens gemaakt worden met betrekking tot artikel 3.

¹ <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/63286.pdf>.

Artikel 11

In de Franse tekst is artikel 11 verkeerdelijk genummerd als “Art. 12”.

De nummering moet verbeterd worden.

Een vergelijkbare opmerking geldt, in de Franse tekst, voor artikel 130 (de tweede vermelding ervan wordt 131) en 148 (dat 147 wordt).

Artikel 13

Aangezien de wijziging die bij artikel 13 aangebracht wordt alleen betrekking heeft op de Nederlandse tekst van het Wetboek moet, in de Franse tekst, het woord “titre” vervangen worden door het woord “titel”.

Artikel 18

In de inleidende zin moet de vermelding “2°” weggelaten worden.

Artikelen 23 en 24

Teneinde te zorgen voor meer samenhang tussen artikel 2.3.1.8, § 6, van het Wetboek, zoals dat gewijzigd wordt bij artikel 23 van het voorontwerp, en het dispositief van artikel 2.3.1.9, § 4, van het Wetboek, dat vervangen wordt bij artikel 24 van het voorontwerp, en bijgevolg voor een betere leesbaarheid van de wijzigingen die bij artikel 23 aangebracht worden, moeten de woorden “en de contractuele beperkingen” aangevuld worden met de woorden “van de bevoegdheid”.

Artikel 25

In artikel 25 moet de vermelding “11°” weggelaten worden, aangezien de bepaling die gewijzigd wordt, overeenstemt met het tweede lid van artikel 2.3.1.19 van het Wetboek.

Artikel 26

1. In punt 1° dient gepreciseerd te worden dat de wijziging aangebracht wordt in de inleidende zin van artikel 2.3.1.22, § 1, van het Wetboek.

Een vergelijkbare opmerking geldt voor het vervolg van het voorontwerp en, bijvoorbeeld, voor artikel 36, 2°; de eerste wijziging die bij laatstgenoemde bepaling wordt aangebracht in artikel 2.3.2.14, § 4, van het Wetboek, betreft immers niet het eerste lid, maar de inleidende zin van het eerste lid.

2. Punt 3° strekt ertoe artikel 2.3.1.22, § 1, 2°, van het Wetboek aldus te wijzigen dat daarin de verwijzing naar verbintenissen vervangen wordt door de woorden “de cognossementen die worden uitgegeven”.

De aandacht van de steller van het voorontwerp wordt gevestigd op het feit dat in artikel 2.3.1.22, § 1, 2°, b) en c), van het Wetboek, echter verwezen wordt naar “de betrokken verbintenis”.

Hij moet er bijgevolg voor zorgen dat er samenhang is tussen de voorgestelde wijziging en de voornoemde bepalingen.

Artikel 27

Artikel 27 strekt ertoe in artikel 2.3.2.2, 1°, van het Wetboek, het woord “schip” te vervangen door het woord “zeeschip”.

Die wijziging kan echter niet op eenzelfde manier doorgevoerd worden in de twee talversies van de gewijzigde bepaling.

Het woord “navire” komt drie keer voor in de Franse tekst van artikel 2.3.2.2, 1°, van het Wetboek, terwijl het woord “schip” maar één keer voorkomt in de Nederlandse tekst van dezelfde bepaling, aangezien de woorden “propriétaire de navire” en “navire de mer” daarin immers respectievelijk overeenstemmen met de woorden “scheepseigenaar” en “zeeschip”.

De bepaling moet bijgevolg aldus herschreven worden dat daarin nauwkeurig aangegeven wordt welke vermeldingen van het begrip “navire” vervangen moeten worden in elk van de twee taalversies van de ontworpen bepaling.

Die opmerking geldt eveneens voor het vervolg van het voorontwerp.²

Artikel 28

In plaats van te bepalen dat een woord vervangen wordt door een ander woord – in casu, wordt luidens punt 1° het woord “schepen” tweemaal vervangen door de woorden “zeeschepen” in de paragrafen 1 en 2 van artikel 2.3.2.4 van het Wetboek – dient men, wanneer de wijziging betrekking heeft op bepaalde onderverdelingen van de bepaling die gewijzigd wordt (paragrafen of leden), de onderverdeling of onderverdelingen waarin het te vervangen woord voorkomt, nauwkeurig aan te geven, waarbij in voorkomend geval gebruik gemaakt moet worden van de wending “wordt telkens vervangen door” als het te vervangen woord meermaals voorkomt in eenzelfde onderverdeling waarin het systematisch vervangen moet worden, en dit rekening houdend, indien nodig, met de eigenheden van de Franse en de Nederlandse versie van de te wijzigen tekst.

² Zie inzonderheid de artikelen 28, 30, 31, 35, 38, 53, 54, 55, 56, en 101.

Die opmerking geldt voor het vervolg van het voorontwerp.³

Artikel 38

In punt 2° dienen de woorden “in het eerste lid” weggelaten te worden aangezien artikel 2.3.2.16 van het Wetboek slechts één lid telt.

Artikel 39

1. In de Franse tekst dienen de aanhalingstekens gesloten te worden aan het einde van de ontworpen tekst.

Die opmerking geldt eveneens voor het vervolg van het voorontwerp.⁴

Artikel 41

In punt 3° moeten de woorden “paragraaf 2, 2°” vervangen worden door de woorden “paragraaf 2, eerste lid, 2°”.

Artikel 47

De woorden “in het eerste lid” dienen weggelaten te worden aangezien artikel 2.3.2.27 van het Wetboek slechts één lid telt.

Artikel 50

De woorden “paragraaf 1, 1° en 2°” moeten vervangen worden door de woorden “paragraaf 1, tweede lid, 1° en 2°”.

Artikel 51

Men schrijve “(...) wordt het woord ‘schepen’ telkens vervangen door het woord ‘zeeschepen’”.

Artikel 68

Er dient gepreciseerd te worden dat het nieuwe lid ingevoegd wordt in paragraaf 3 van artikel 2.5.2.4 van het Wetboek.

³ Zie de artikelen 30, 31, 35, 38, 41, 42, 44, 45, 47, 49, 50, 53, 54, 56, 70, 73, 74, 88, 92, 93, 94, 99, 100, 101, 102, 105, 121, 122 en 124.

⁴ Die opmerking geldt met name voor de artikelen 48, 61 en 75.

Artikel 75

Het woord “desbetreffende” is ongelukkig gekozen en bovendien nutteloos. Het moet weggelaten worden.

Artikel 77

Artikel 77 strekt ertoe, in artikel 2.5.3.10, § 2, van het Wetboek, een verwijzing in te voegen naar artikel 2.5.3.12, aangezien die laatste bepaling in dat Wetboek ingevoegd wordt bij artikel 78 van het voorontwerp.

Artikel 2.5.3.10, § 2, van het Wetboek, dat in zijn huidige versie enkel betrekking heeft op het ontbreken aan boord van een noodplan voor koolwaterstoffenverontreiniging, dient eveneens aangevuld te worden met de vermelding van het (nieuwe) scheepsnoodplan voor mariene verontreiniging door schadelijk vloeistoffen, dat elk zeeschip luidens het ontworpen artikel 2.5.3.12 aan boord moet hebben.

Artikel 85

Bij punt 1° wordt artikel 2.6.2.25, § 1, van het Wetboek gewijzigd.

In de commentaar bij het artikel staat in dat verband:

“Paragraaf 1 van artikel 2.6.2.25 is niet in lijn met de Rotterdam Rules. Het is onmogelijk om alle vervoersdocumenten te verzamelen en bijgevolg wordt deze paragraaf opgeheven.”

Punt 1° moet, in voorkomend geval, aldus herzien worden dat het strookt met de bedoeling van de steller van het voorontwerp.

Artikel 95

1. In punt 1° moeten de woorden “paragraaf 1, a)” vervangen worden door de woorden “paragraaf 1, tweede lid, a)”.
2. In punt 2° moeten de woorden “paragraaf 1, b)” vervangen worden door de woorden “paragraaf 1, tweede lid, b)”.

Artikel 97

1. De woorden “artikel 2.7.3.17, 2°” moeten vervangen worden door de woorden “artikel 2.7.3.17, eerste lid, 2°”.
2. In de Franse tekst moeten de aanhalingstekens tussen het woord “est” en het woord “remplacé” weggelaten worden.

Artikel 100

De woorden “paragraaf 1, 1°” moeten vervangen worden door de woorden “paragraaf 1, eerste lid, 1°”.

Artikel 106

De steller van het voorontwerp moet nagaan of de wijzigingen die bij de punten 1° en 2° aangebracht worden in artikel 2.7.7.2, 3° en 11°, van het Wetboek, gegrond zijn.

Er wordt immers vastgesteld dat:

– de definitie van het woord “ro-ro-veerboot” in de huidige tekst van artikel 2.7.7.2, 3°, van het Wetboek, overeenstemt met artikel 2, 1), van richtlijn (EU) 2017/2110 van het Europees Parlement en de Raad van 15 november 2017 ‘betreffende een inspectiesysteem voor de veilige exploitatie van ro-ro-passagiersschepen en hogesnelheidspassagiersvaartuigen op geregelde diensten en tot wijziging van Richtlijn 2009/16/EG en tot intrekking van Richtlijn 1999/35/EG van de Raad’;

– de definitie van de woorden “ernstige verwondingen” in de huidige tekst van artikel 2.7.7.2, 11°, van het Wetboek, overeenstemt met de definitie in artikel 4.8 van de IMO-code voor onderzoek naar ongevallen en incidenten op zee (bijlage bij IMO-resolutie A.849(20)), waarnaar verwezen wordt in artikel 3 van richtlijn 2009/18/EG van het Europees Parlement en de Raad van 23 april 2009 ‘tot vaststelling van de grondbeginselen voor het onderzoek van ongevallen in de zeescheepvaartsector en tot wijziging van de Richtlijn 1999/35/EG van de Raad en Richtlijn 2002/59/EG van het Europees Parlement en de Raad’.

Artikel 107

Het heeft er alle schijn van dat de wijziging slaat op het eerste lid en niet op het tweede lid van artikel 2.7.7.5 van het Wetboek.

Artikel 108

Er dient gepreciseerd te worden dat de wijziging in de Nederlandse tekst slaat op paragraaf 4 van artikel 2.7.7.9 van het Wetboek.

Artikel 118

In punt 2° moeten de woorden “paragraaf 2, 1°” vervangen worden door de woorden “paragraaf 2, eerste lid, 1°”.

Artikel 119

In de inleidende zin moet de vermelding “§ 3” weggelaten worden.

Artikel 124

1. In punt 2° moeten de woorden “paragraaf 1, 1° en 2°” vervangen worden door de woorden “paragraaf 1, eerste lid, 1° en 2°”.

Artikel 127

In artikel 127 moet ook worden bepaald dat de zin “Er wordt echter geen opsluiting of gevangenisstraf opgelegd” in artikel 4.1.2.57 van het Wetboek wordt opgeheven.

Artikel 128

1. In de tweede zin van het ontworpen artikel 4.1.2.64, § 6, van het Wetboek moet de verwijzing naar artikel 5.2.2.2, 2°, worden vervangen door een verwijzing naar artikel 5.5.2.2., 2°.

2. In het ontworpen artikel 4.1.2.64, § 8, van het Wetboek moeten de woorden “bedoeld in de paragrafen 1 tot 8” worden vervangen door de woorden “bedoeld in de paragrafen 1 tot 7”.

Artikel 129

Het nieuwe lid dat bij artikel 129 wordt ingevoegd in artikel 4.2.1.9 van het Wetboek, zou in paragraaf 1 van dat artikel moeten worden ingevoegd.

Artikelen 130 en 136

Artikel 130 beoogt artikel 4.2.1.23 van het Wetboek aan te vullen met een lid dat “[a]rtikel 11 van de wet van 15 juni 1935 op het gebruik der talen in gerechtszaken (...) van toepassing [maakt] op een proces-verbaal tot vaststelling van een inbreuk waarvoor enkel een administratieve geldboete kan worden opgelegd.” Bij artikel 136 wordt een soortgelijke bepaling ingevoegd in artikel 4.2.2.4 van het Wetboek.

In de commentaar bij artikel 130 staat het volgende:

“Zo wordt uniformiteit gecreëerd tussen de verschillende procedures met het oog op het waarborgen van goede rechtspleging.”

Het verdient aanbeveling in de commentaar bij de artikelen 130 en 136 uitdrukkelijker te vermelden waarom de toepasselijke regeling, de voorliggende wijziging buiten beschouwing gelaten, inadequaat is, en wat de concrete gevolgen zijn van het feit dat artikel 11 van de wet van 15 juni 1935 ‘op het gebruik der talen in gerechtszaken’ toepasselijk wordt gemaakt op de processen-verbaal ter vaststelling van een overtreding die alleen met een administratieve geldboete kan worden bestraft.

Artikel 131 (in de Franse tekst, tweede vermelding van artikel 130, dat artikel 131 wordt)

Het lid dat wordt ingevoegd ter aanvulling van artikel 4.2.1.25 van het Wetboek, sluit slecht aan bij de twee bestaande leden doordat een verschillende terminologie wordt gebruikt voor wat, volgens de steller, kennelijk een en hetzelfde begrip is.

Het verdient aanbeveling het nieuwe lid te herschrijven.

Artikel 133

De definities van de begrippen opgesomd in het ontworpen artikel 4.2.1.26/1, 1° tot 4°, van het Wetboek, zijn gebaseerd op de definities in artikel 2, 1° tot 4°, van de wet van 17 maart 2019 ‘tot invoering van het elektronisch proces-verbaal bij de inspectiediensten van de Federale Overheidsdienst Economie, K.M.O., Middenstand en Energie en tot wijziging van het Sociaal Strafwetboek’.

De definities van het e-PV (3°) en van de databank e-PV (4°) in de ontworpen bepaling moeten evenwel worden herzien zodat ze niet meer verwijzen naar artikel 3 van de wet van 17 maart 2019.

Artikel 135

De woorden “Artikel 4.2.1.38, 6°” moeten vervangen worden door de woorden “Artikel 4.2.1.38, eerste lid, 6°”.

Artikel 136

In punt 2° moet gepreciseerd worden dat de wijziging betrekking heeft op het tweede lid van artikel 4.2.2.4 van het Wetboek.

Artikel 137

1. In het ontworpen artikel 5.1.1.2, § 2, tweede lid, van het Wetboek dienen de woorden “dit wetboek” vervangen te worden door de woorden “dit boek”. Deze opmerking geldt ook voor de ontworpen artikelen 5.2.2.1, § 2, eerste lid, en § 3, en 5.2.2.5 van het Wetboek.

2. In advies 63.286/4 heeft de afdeling Wetgeving het volgende opgemerkt over artikel 7, dat artikel 7 van de wet is geworden:

“De machtigingen aan de Koning waarin artikel 7, 4°, 5° en 9°, voorziet en die betrekking hebben op de voorwaarden waaraan voldaan moet zijn opdat een pleziervaartuig geregistreerd kan worden, de voorwaarden betreffende het administratief statuut van de pleziervaartuigen en de voorwaarden waarop een registratie ambtshalve geschrapt kan worden, zijn onnauwkeurig en zouden door de wetgever beter afgebakend moeten worden.”

Het ontworpen artikel 5.2.1.4, 4°, 5° en 9°, van het Wetboek, neemt de punten 4°, 5° en 9° van artikel 7 van het voorontwerp van wet ‘betreffende de pleziervaart’ woordelijk over, zodat die opmerking *mutatis mutandis* ook daarop van toepassing is.

3. In het ontworpen artikel 5.2.2.3 van het Wetboek wordt artikel 10 van de wet van 5 juli 2018 overgenomen.

In het ontworpen artikel 5.2.2.3, 3°, moeten, gelet op de verschillende structuur van de wet van 5 juli 2018 en het nieuwe boek 5 van het Wetboek, de woorden “van dit hoofdstuk” worden vervangen door de woorden “van deze afdeling”.

Deze opmerking geldt ook voor het ontworpen artikel 5.2.2.6, 1°, van het Wetboek.

4. In de Franse tekst van het ontworpen artikel 5.2.4.1 van het Wetboek moet het woord “utilisés” worden ingevoegd tussen de woorden “navires de plaisance” en de woorden “à des fins professionnelles”.

5. In het ontworpen artikel 5.3.1.1, tweede lid, van het Wetboek moet de verwijzing naar artikel 2.3.1.11, § 4, worden vervangen door een verwijzing naar artikel 2.3.1.12, § 4, van het Wetboek.

Van de gelegenheid zou gebruik kunnen worden gemaakt om de verwijzing naar “artikel 2.3.1.11, § 4” in artikel 3.3.1.1, tweede lid, van het Wetboek te vervangen door een verwijzing naar “artikel 2.3.1.12, § 4”.

Artikel 138

In de inleidende zin dienen de wijzigingen te worden vermeld die reeds zijn aangebracht in artikel 2, 1°, van de wet van 25 december 2016 ‘tot instelling van administratieve geldboetes van toepassing in geval van inbreuken op de scheepvaartwetten’.

Om de chronologische volgorde te respecteren van de wetgevende teksten vermeld in artikel 2, 1°, van de wet van 25 december 2016, dient overigens te worden bepaald dat in die bepaling “een nieuw eerste streepje wordt ingevoegd, luidende: (...)”.

Artikel 140

Bij artikel 140 wordt “[a]rtikel 14/3, ingevoegd door de wet van XXX”, in de wet van 25 december 2016 vervangen.

In de commentaar bij dat artikel wordt daarover het volgende gezegd:

“Artikel 14/3 van de wet van 25 december 2016 tot instelling van administratieve geldboetes van toepassing in geval van inbreuken op de scheepvaartwetten wordt aangepast aangezien verscheidene wetten waarvoor een minnelijk schikking mogelijk is, nu worden geïntegreerd in het BSW en de referentie daardoor moeten worden aangepast.”

Dat artikel 14/3, dat bij artikel 140 van het voorontwerp wordt vervangen, is echter nog niet door de wetgever aangenomen. Het zou, evenals de nieuwe artikelen 14/1, 14/2, 14/4 en 14/5, worden ingevoegd bij artikel 28 van een voorstel van wet ‘tot wijziging van verscheidene scheepvaartwetten voor de optimalisatie van het handhavingsbeleid in de scheepvaart’ dat momenteel wordt besproken in de Commissie Mobiliteit, Overheidsbedrijven en Federale Instellingen van de Kamer.⁵

Artikel 140 van het voorontwerp is bijgevolg prematuur.

Artikel 141

In de Franse tekst dient de benaming “Protection and Indemnity Club” correct te worden geschreven.

⁵ Parl.St. Kamer 2019-20, nr. 55-743/001.

Artikel 146

In het ontworpen artikel 5^{ter} moet ook worden vermeld bij welke wettelijke bepaling wordt voorzien in de risicoanalyse en de evaluatie ervan.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Anne-Catherine VAN GEERSDAELE

Martine BAGUET